

<https://www.fenvac.org/in-amenas-une-securite-trop>



In Amenas : une sécurité trop dépendante de l'armée

- Infos Terrorisme -

Publication date: jeudi 12 septembre 2013

Copyright © FENVAC - Tous droits réservés

La sécurité sur le complexe gazier algérien d'In Amenas, théâtre d'une sanglante prise d'otages en janvier, était trop tributaire de l'armée algérienne, a conclu jeudi le norvégien Statoil, un des partenaires de la coentreprise exploitant le site. "Ni Statoil ni la coentreprise n'auraient pu empêcher l'attaque", a estimé un groupe d'experts mandaté par Statoil pour enquêter sur la tragédie. "Mais il y a lieu de s'interroger sur leur dépendance à l'égard de la protection militaire algérienne", ont ajouté les experts.

Le 16 janvier, un commando islamiste avait pris d'assaut le site gazier de Tiguentourine, à 40 kilomètres d'In Amenas, et retenu en otage pendant plusieurs jours des employés du complexe géré conjointement par le groupe public algérien Sonatrach, le britannique BP et Statoil.

L'armée algérienne avait ensuite donné l'assaut au site situé dans une zone militaire et qui était à proximité immédiate d'un camp de la gendarmerie. Au total, entre 38 et 40 otages "selon les sources", dont cinq Norvégiens, avaient été tués, 29 ravisseurs avaient péri et trois autres avaient été capturés. "Les mesures de sécurité n'étaient pas conçues pour repousser ou retarder une attaque de cette ampleur et dépendaient du fonctionnement efficace de la protection militaire", précise le rapport de 78 pages.

Mais "aucune force militaire ni autre ne peut garantir une protection complète contre des terroristes déterminés sur une zone de la taille du Luxembourg située près d'une frontière poreuse séparant l'Algérie et la Libye", a ajouté le chef des enquêteurs Torgeir Hagen en présentant le rapport.

Après l'attaque, Statoil avait retiré l'intégralité de ses personnels étrangers et le groupe pétrolier norvégien n'a toujours pas pris de décision quant à leur éventuel retour. Le personnel de BP devrait quant à lui être bientôt de retour en Algérie, a déclaré dimanche l'ambassadeur du Royaume-Uni à Alger. En mars, les autorités algériennes ont chargé des agents de sécurité de l'État de protéger les sites économiques détenus par des étrangers, malgré les réticences des groupes concernés.

Europe1.fr - 12 septembre 2013
